

Les rencontres se sont déroulées sur la base d'équipe de deux ou trois chercheurs ciblant un interlocuteur politique. Le contenu de ces rencontres a varié au gré des circonstances, de la sensibilité propre aux chercheurs impliqués et surtout en fonction de la perception première des personnes visées.

La réception a été plutôt favorable et le CRSH se trouve dans une meilleure position pour faire valoir ses demandes de crédits dans le cadre du prochain exercice budgétaire. Il ne faut toutefois pas croire que cet exercice aura suffi à palier aux problèmes liés à la perception des sciences humaines et sociales. Il a beaucoup été question au cours de nos rencontres des moyens qu'il faudrait trouver pour faire connaître nos recherches et leurs retombées éventuelles. Les médias sur lesquels se reposent largement les députés et ministres font une part très mince, à quelques exceptions près (comme, par exemple, la chronique de André Pratte du quotidien *La Presse*), aux résultats de nos recherches. Par ailleurs, les chercheurs sont souvent très timides lorsqu'il s'agit de faire connaître leurs travaux en dehors des milieux spécialisés. La tâche n'est ni évidente, ni facile. Mais, il est certain que nous devons réfléchir collectivement sur la meilleure façon de faire connaître notre utilité pour la société. ♦

Jules Duchastel, président

La sociologie et l'anthropologie en région.

Pierre W. Boudreau
Professeur agrégé
UQAC

Préférer à la parole dans le domaine sinon miné, du moins sous haute surveillance, que sont les enseignements et pratiques sociologiques et anthropologiques en région relève de l'inspiration. Qu'on se rappelle à cet égard de l'adjudication sommaire adressée au représentant du baccalauréat en Sciences sociales de l'Université du Québec à Chicoutimi lors du Sommet régional de 1984 au cours duquel un chef d'entreprise a clamé haut et fort que la formation en sciences sociales était, pour la région, de l'argent gaspillé. Qu'à cela ne tienne, si le silence est d'or, la parole est d'argent. Au silence relatif des sociologues, la sociologie doit pouvoir riposter et dire le travail pratique effectué sur le terrain et ce, souvent en liaison avec les autres centres universitaires.

L'enseignement de la sociologie en région reste lié, on le sait, à un objectif donné et concédé, celui de la rentabilité. Pour qu'un programme d'enseignement de la sociologie en région puisse être maintenu, il faut, plus qu'ailleurs me semble-t-il, que l'étudiant puisse répondre tout au long de son parcours au critère de l'utilité économique de sa formation. Cela se mesurera, quand il ne poursuit pas des études supérieures (assez souvent à l'UQAC même) par sa capacité à créer de nouvelles organisa-

tions, par sa capacité à s'intégrer à l'un des multiples réseaux sociaux, économiques, politiques, culturels ou administratifs ou encore par sa capacité à trouver et exercer un travail relié à son milieu local d'origine. Un étudiant devra donc trouver dans son programme de cours les grands ensembles théoriques qui ont cours dans le milieu mais surtout assimiler les médecines brevetées capables de formuler un diagnostic et d'élaborer les pistes tangibles de guérison. Bref, il lui faudra un enseignement pratique certes, mais aussi des instructions claires quant aux manuels à l'intention des usagers et des praticiens. En amont, c'est au prix d'une formation adaptée à ces critères que le corps professoral universitaire trouvera sa justification.

Pour être clair, une constatation s'impose. Si l'on postule au départ que les régions sont des territoires dotés non seulement d'organisations sociales complexes où s'exprime une multiplicité sinon un pluralisme de cultures et si on ne regarde pas seulement les élites dirigeantes et leurs réseaux d'organisations qui sont des relais politiques voués à la déconcentration des pouvoirs de décision, on se rendra compte de l'existence d'une variété de conduites et de comportements sociaux qui, au fil du quotidien, tissent une trame sociétale infiniment subtile. Et pourtant, en régions, compte tenu de la place structurelle concédée à la sociologie, le pragmatisme et l'enseignement normatif semblent devoir s'im-

Conseil d'administration de l'ACSALF

Exécutif : Président : Jules Duchastel (sociologue) ; Vice-président : Jacques Hamel (sociologue) ; Trésorier : Guy Bellevance (sociologue) ; Secrétaire : André Kuzminski (sociologue).

Administrateurs-trices : Pierre W. Boudreau (sociologue); Gilles Brunel (anthropologue); Marie-André Couillard (anthropologue); Claire Fortier (sociologue); Eric Gagnon (sociologue); Simon Langlois (sociologue); Véronique Poulin (anthropologue); André Trambly (sociologue); Paule Campeau (sociologue); Richard Fortin (sociologue).

Observatrice : Ann Denis (sociologue, SCSA).

Secrétaire de l'ACSALF : Chantal Loiselle.

Bulletin d'information de l'ACSALF

Éditeurs : André Kuzminski et Argelo Soares
Secrétariat et édition : Chantal Loiselle
ACSALF, 306 place d'Yonville, Bur. B-10,
Montreal (Québec), H2Y 2B6.
Téléphone : (514) 841-4050
Télécopie : (514) 841-4015
Courriel : acsalf@info-cultures.quebec.ca

Les anthropologues et les sociologues intéressés à publier dans ces pages sont priés de nous faire parvenir leur texte (sur papier et disquette, ou via le courrier électronique) au secrétariat de l'ACSALF, à l'attention de Chantal Loiselle.

Le Bulletin d'information de l'ACSALF fait une place à la publicité payée. Livres, colloques, revues, nouveaux programmes universitaires, etc. peuvent être annoncés. Prière de communiquer avec le secrétariat pour obtenir les tarifs.

ISSN 1182-164 Dépôts légaux 3^e trimestre 1990
Bibliothèque nationale du Québec et
Bibliothèque nationale du Canada

poser surtout en période de restrictions budgétaires. Après tout, les universités ayant été implantées en régions à la suite d'un diagnostic de sous-développement économique et culturel, il faut donc les associer à la résolution de ce problème et les enseignements devront s'ajuster en conséquence. Quant aux autres préoccupations, elles n'ont qu'à passer le test des FCAR et des CRSH, etc.

Une question demeure et qu'il convient de poser à la communauté des sociologues et anthropologues. S'il ne s'agit plus d'annoncer que les sociétés sont multiples et complexes en région, le concept de sociétés au pluriel en milieu régional s'impose contre beaucoup d'autres systèmes de «pensée unique». Et notamment, celui de la mondialisation qui présente la région comment étant formée d'une société dite tronquée. Un avatar de cela perdue dans l'expression «penser globalement, agir localement» comme s'il fallait oublier que les décisions ne sont plus localisées là où se concentre le poids politique ou comme si la complexité culturelle ne pouvait pas se concevoir autrement que dans l'idée de système. La question est de savoir si les régions sont dotées d'une effervescence sociale et d'une dynamique culturelle (autrement que folklorique) voire d'une variété de configurations sociologiques et anthropologiques telles qu'elles génèrent aussi bien des problèmes spécifiques qu'elle élaborent des solutions

à portée universelle. La question réelle est d'appréhender la pluralité des formes sociales là où elles se constituent sans préalables, étant entendu que l'orientation des conduites collectives ne relève pas essentiellement de la discipline scientifique. La sociologie et l'anthropologie sont là pour rendre compte de ce qui existe, de ce qui se vit et de la façon dont cela se vit et non pas pour dicter des lignes de conduite sur ce qui devrait être. La sociologie et probablement encore moins l'anthropologie ne se réduisent à n'être l'instrument de qui que ce soit ou pour qui que ce soit.

L'enseignement et la pratique sociologique et anthropologique qui supposent, bien sûr, une recherche sociale en profondeur ne visent pas le changement social. C'est la société civile dans son ensemble qui recevra les résultats de la recherche effectuée et qui se chargera des opérations, s'il y a lieu, de changement social. C'est là au fond, la célèbre césure entre les intellectuels organiques militants de tous bords y compris du «politiquement correct» et les intellectuels traditionnels préoccupés d'effectuer une rupture par rapport à l'objet sinon d'en révéler l'hiatus.

Historiquement, le Québec s'est doté d'un réseau d'universités couvrant son espace déjà colonisé. Un choix s'est effectué visant à justifier l'établissement régional des universités. Trente années se sont écoulées

depuis la fondation du réseau public d'universités. Les écarts interrégionaux demeurent et Montréal a de la peine à penser territoire national mais a-t-on affaire aux mêmes niveaux de sous-développement et les sociétés en région se définissent-elles selon les mêmes termes sociologiques et possèdent-elles le même contenu social en 1998 qu'en 1968? N'avons-nous pas à traiter avec plusieurs dynamiques et plusieurs sincérités relativement autonomes, en interrelations évidemment entre les régions et Montréal mais dont la dynamique répond à des déterminations spécifiquement liées aux sociétés locales en effervescence ?

Des études nombreuses qui proviendraient de plusieurs centres et groupes de recherches sont cruciales pour rendre compte de ce qui est et de ce qui se passe dans les sociétés en région. À trop vouloir associer la saine gestion des fonds publics à des critères de rentabilité du produit universitaire, le risque est grand de réduire les sciences sociales à l'intervention sociale voire au travail social clinique ou à l'une ou l'autre des 43 formes de profession reconnues par l'Office des professions du Québec. Il peut être illusoire à moyen terme de laisser croire à l'étudiant que la détention d'une carte professionnelle, à défaut d'un emploi à la sortie de l'université, le positionne mieux pour l'avenir qui est, de toute façon, difficile pour tout le monde. ♦

AVIS DE RECHERCHE

Êtes-vous anthropologue de formation?

Travaillez-vous sur le Québec?

En anthropologie, il est courant de se regrouper selon l'aire sur laquelle portent nos recherches. Des associations sont nées autour des travaux sur l'Afrique, l'Asie du Sud-Est, l'Asie du Sud, etc. Cependant il me semble n'y avoir aucune association d'anthropologues travaillant sur le Québec. L'ACSALF semble un lieu propice pour amorcer un mouvement en ce sens.

J'invite donc les anthropologues qui travaillent sur le Québec, qu'ils soient déjà membres de l'ACSALF ou non, à me faire parvenir leurs coordonnées et leurs thématiques de recherches, par courrier électronique ou par télécopieur. Ce premier contact permettrait de voir si vous êtes intéressés à des échanges éventuels et sous

quelles formes.

Travailler sur le Québec, c'est mener des recherches sur des ensembles que nous appelons traditionnellement des cultures - les autochtones, les anglophones, les canadiens français, les chinois, etc. - ou sur des pratiques qu'elles soient politiques, économiques, administratives ou culturelles..., inscrites dans l'espace québécois, peu importe l'époque.

Le champ est large a priori, ce qui n'exclut pas qu'il se précise à l'usage.

Marie-Andrée Couillard
Marie-andree.couillard@anth.ulaval.ca
Télécopieur: (418) 656 2931